



APPLICATION SAIP : PREMIER RETOUR D'EXPÉRIENCE

Rencontre avec Jacques Salognon, Président du groupe Deveryware, chargé de cette application.

L'application smartphone SAIP - système d'alerte et d'information des populations - a été annoncée par le gouvernement la veille de l'Euro2016 pour informer les populations en cas de menace grave. Elle a été mise en œuvre lors de l'attentat de Nice, mais s'est déclenchée avec beaucoup de retard. S&D a cherché à mieux comprendre ce qui s'est passé et les enseignements à en retirer.

Dans quelles circonstances le gouvernement a-t-il décidé de compléter son SAIP ?

L'information des populations est une responsabilité régalienne importante face à une vulnérabilité croissante de nos sociétés modernes vis-à-vis des risques industriels, climatiques et terroristes. Le gouvernement s'est déjà exprimé sur le sujet et aura probablement l'occasion de revenir sur l'ensemble du projet d'alerte et d'information des populations, étalé sur plusieurs années. Les attentats du 13 novembre 2015 à Paris ont montré que les réseaux sociaux et les nouvelles chaînes d'information en continu diffusaient très vite toutes sortes d'informations y compris de fausses rumeurs, bien avant toute communication officielle, avec quelquefois d'importants impacts sur la sécurité. Il existe dans le monde certains pays ayant choisi d'autres solutions telles que la diffusion cellulaire. Mais pour diverses raisons budgétaires et techniques, très peu de pays européens

l'ont réellement adopté. En 2015, les autorités françaises ont diligenté un rapport d'expertise qui a conclu à la grande utilité d'une application smartphone de large diffusion en complément des autres canaux. Quelques semaines avant l'Euro2016, la persistance des menaces terroristes l'a conduit à décider son développement en urgence.

Pourquoi le choix d'une appli smartphone ?

Le SAIP modernise le réseau de sirènes, sémantiquement limité, en le complétant avec d'autres canaux d'informations tels que les médias traditionnels ou les



réseaux sociaux. Mais ces médias peuvent difficilement diffuser dans des zones géographiques précisément délimitées. Avec les smartphones, il est possible de restreindre la diffusion en fonction de la géolocalisation des personnes afin de ne pas créer de paniques massives. Au-delà des alertes attentats, ce type de solution pourra aussi répondre à d'autres besoins de sécurité civile : pollutions, incendies, inondations, etc. L'application SAIP permet également à chacun de relayer les messages vers les réseaux sociaux.



Pourquoi est-ce Deveryware qui a été choisi ?

Notre groupe est notamment spécialisé dans les services utiles de la ville intelligente recourant à la géolocalisation en temps réel des personnes. Deveryware est par ailleurs un partenaire de longue date de l'Etat français, fréquemment en liaison avec des administrations, des collectivités locales et des entreprises de sécurité mais aussi la CNIL et l'ANSSI, car ce type d'application présente des exigences de sécurité et de respect des libertés. Nous possédons également diverses certifications ISO et avons été l'une des rares PME françaises à avoir été retenues à plusieurs reprises dans des projets européens de R&D relatifs à l'alerte aux populations et au traitement des appels d'urgence géolocalisés. Nous étions donc légitimes pour relever ce défi avec le caractère d'urgence que nous lui connaissons.

La demande présentait-elle des difficultés particulières ?

Le gouvernement a formulé trois exigences précises mais difficiles à satisfaire. Tout d'abord, le calendrier et le budget étaient très serrés pour réaliser en seulement deux mois une première version fonctionnelle de l'application. Ensuite, il était demandé qu'aucun identifiant ni aucune position ne remonte sur les serveurs du système pour garantir un anonymat total des mobinautes ayant téléchargé l'application. Il a fallu développer en urgence une solution totalement inédite, brevetée à cette occasion. Les hackers suspicieux qui ont pu décrypter notre logiciel ont confirmé que nous respections parfaitement cette exigence. Enfin, il fallait que le système puisse servir simultanément des millions d'utilisateurs en toute sécurité. Nous sommes bien placés pour savoir que c'est beaucoup plus difficile qu'il n'y paraît mais les investissements nécessaires sont faits.

Les moyens engagés par Deveryware étaient-ils suffisants ?

Nous avons bien pesé les enjeux et les risques du projet avant d'y engager des ressources exceptionnelles pour développer en un temps record les trois composantes du système : l'application pour smartphones sur Google et Apple, les serveurs et la console de commande des autorités. Plus de 15 ingénieurs se sont investis sans compter quasi 7j/7 pendant 10 semaines. Une véritable task force a été mise en place avec les équipes du Ministère de l'intérieur et du Service d'information du gouvernement, tout aussi conscientes de la difficulté mais motivées pour relever le défi de la sécurisation de la population face à des risques majeurs.

Pourquoi le système n'a-t-il pas bien fonctionné ?

Les tests fonctionnels de terrain effectués avec la sécurité civile préalablement au lancement de l'application début juin se sont parfaitement déroulés. Malheureusement, le calendrier ne permettait pas de faire des tests plus poussés qui auraient pu permettre de détecter le problème survenu le soir du 14 juillet. De plus, un fâcheux hasard a voulu que l'hébergeur du système connaisse au plus mauvais moment une panne consécutive à un incendie, à laquelle nous avons attribué le problème, sans doute à tort puisque nous avons depuis lors détecté et corrigé un bug dans un logiciel open source pourtant très répandu. Un audit est en cours. Il permettra de mieux faire la part des choses. Il y a probablement eu une conjugaison de causes plus ou moins fortuites mais hélas classiques pour un système complexe qui n'a pu être suffisamment rodé. Lors de l'attentat de Nice, la cellule de crise que nous avons immédiatement constituée a dû faire face à une combinaison de causes qui a pu être résolue au bout de deux heures, donc trop tardivement. Une plateforme de

secours aurait peut-être permis de déclencher l'alerte plus rapidement, puisque l'application elle-même fonctionnait bien, mais le calendrier et le budget du projet ont contraint de la prévoir ultérieurement. Elle est actuellement en cours de mise en place.

S&D : Combien ce système a-t-il coûté ?

Le budget initial du programme complet d'alerte et d'information des populations a été estimé en 2008 à 78 millions d'euros dont 46 millions pour le système (logiciel, sirènes, serveur de diffusion, assistance à maîtrise d'ouvrage)¹. Le coût de la première version de l'appli Euro2016 représente 0,5% de ce budget ; les versions ultérieures, étendues à d'autres types de messages et avec la plateforme de secours devraient rester du même ordre de grandeur.

Quel bilan en retirez-vous ?

Nous étions déterminés à aider l'Etat français à trouver une solution en urgence pour le SAIP. C'est pourquoi Deveryware y a consenti un important engagement en moyens humains et financiers. Je dois dire que les critiques qui ont été émises par certains à notre endroit nous ont laissé un goût assez amer, mais c'est, semble-t-il, l'une des règles du jeu lorsqu'on se retrouve médiatiquement exposé. Beaucoup de grands systèmes industriels ou étatiques qui ont coûté des centaines ou des milliers de fois plus, ont connu des déboires au démarrage. Nous ne sommes pas restés sur ce problème et avons identifié l'incident qui a touché l'application SAIP. Il est désormais résolu. Notre groupe et nos équipes se trouvent renforcés, dans leur expertise, leur recherche d'excellence et leurs compétences dans ce domaine pointu. Notre motivation reste intacte. Pour nous aujourd'hui, le plus important est que l'Etat, les collectivités locales et les opérateurs critiques nous conservent leur confiance.

1. <http://www.senat.fr/rap/a15-170-16/a15-170-162.html>